



ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°025/2026

OBJET : Arrêté réglementant le stationnement et / ou la circulation sur tout le territoire communal – pour le service gestion des déchets de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et ses prestataires.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8 et R.417-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'EPT GOSB,

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020, portant sur l'élection du Maire,

Vu la validation du Conseil Départemental, le 3 décembre 2025,

Considérant la demande du service gestion des déchets de l'EPT GOSB, pour l'autorisation de circulation et de stationnement des camions de plus de 3,5 tonnes de son service et de ses prestataires sur l'ensemble de la commune, pour les collectes des encombrants, des dépôts sauvages et des ordures ménagères,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement et / ou la circulation lors des interventions,

ARRÊTE

Article 1 : Les agents du service gestion des déchets de l'EPT GOSB ainsi que ses prestataires munis d'une autorisation, sont autorisés à faire circuler et stationner leurs camions de plus de 3,5 tonnes, lors de leurs interventions.

Article 2 : Cette autorisation s'applique à l'ensemble des voiries communautaires, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.

Article 3 : Durant ces interventions, le stationnement et / ou la circulation pourront être modifiés ou interdits, au droit des interventions.

Article 4 : Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Messieurs les Directeurs des Services Techniques de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et de la ville, Monsieur le responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Morangis, le 02 janvier 2026

Madame le Maire,
Brigitte VERMILLET



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.